C. 9.

IV. Pourvu toujours et qu'il soit statué qu'il ne sera pas loisible, par une telle Les Lois ou Loi ou Ordonnance, de disposer d'aucuns deniers qui se trouvent ou se trouveront Ordonnances entre les mains du Receveur-Général de la Province du Bas-Canada pour le rembour-disposer de sement d'aucune somme d'argent qui aura été payée sur la somme de cent quarante- l'argent en deux-mille-cent-soixante livres quatorze schelings six pence, accordée à Sa Majesté par un Acte passé dans la dernière Session du Parlement, pour avances à compte des dépenses pour l'administration de la justice et du Gouvernement Civil du Bas. Canada, à moins que ce ne soit sur un certificat de trois ou plus des Commissaires de la Trésorerie de Sa Majesté énonçant les diverses sommes qui auront été ainsi de la Trésoavancées pour aucun des objets susdits ;—Pourvu aussi que, à part de tout remboursement tel que susdit, les allocations qui seront faites par une telle Loi ou Ordonnance, pour le service public, à même tels deniers, n'excéderont pas, pour une qui excédera année, le montant total des sommes allouées par la Loi dans la dite Province pour le les alloca de 1632. service public d'icelle, pour l'an mil-huit-cent-trente-deux.

de la somme de £142,160, excepté sur un Commissaires

nià un montant

V. Et qu'il soit de plus statué que le Gouverneur de la dite Province est par le présent requis de transmettre à l'un des principaux Secrétaires d'Etat de Majesté, par Les Lois ou la première occasion convenable, une copie authentique de toute Loi ou Ordonnance faite sous l'autorité de cet Acte; et qu'il sera loisible à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, en tout temps dans les deux années à compter de la réception de telle son Conseil. Loi ou Ordonnance par tel Secrétaire d'Etat, de déclarer, par son ordre ou leur ordre en Conseil, son désaveu ou leur désaveu de telle Loi ou Ordonnance; et que tel désaveu, avec un certificat sous le seing et la sceau de tel Secrétaire d'Etat, attestant le jour où telle Loi ou Ordonnance aura été reçue comme susdit, étant, par tel Gouverneur, signifié par proclamation dans la dite Province, rendra telle Loi ou Ordonnance nulle et sans effet, à compter de la date de telle signification.

VI. Et qu'il soit statué que rien de ce qui est ici contenu ne sera censé affecter ou Cet Acte n'atinvalider aucune Loi, Statut ou Ordonnance actuellement en vigueur dans la dite Province du Bas-Canada, en tout ou en partie, excepté en ce qui répugne à cet menten vi-Acte.

fectera pas les Lois actuellegueur. etc.

VII. Et qu'il soit statué que cet Acte sera proclamé par le Gouverneur de la dite Proclamation Province du Bas. Canada, et commencera d'avoir et aura effet dans la dite Province à dater de la Proclamation d'icelui.

VIII. Et qu'il soit statué que, pour les fins de cet Acte, toute personne autorisée à exécuter la Commission de Gouverneur de la Province du Bas-Canada sera censée verneur." être Gouverneur d'icelle.

Définition du terme "Gou-

IX. Et qu'il soit statué que cet Acte pourra être changé ou rappelé par aucun rappelé dans la Acte qui sera passé dans la présente Session du Parlement.

L'Acte pourra être changé ou présente ses-